

A LA VEILLE DE LA 3^{ème} GUERRE...

La démission de Wallace. *Secrétaire du commerce des États-Unis*, est symptomatique de l'état de tension, qui existe, d'une part entre certains milieux militaires et économiques aux U.S.A. et, d'autre part de la connaissance maintenant fort nette, non seulement de l'inévitabilité fatale mais aussi de l'imminence tragique de la guerre entre les États-Unis et la Russie.

Dès février 1944, M. Wallace, étant alors Vice-Président des États-Unis, envisageait la constitution de réserves stratégiques de matières premières, réserves qui devaient, dans son esprit, avoir deux conséquences principales. La première, d'ordre militaire, influencerait les futurs et éventuels pays agresseurs des U.S.A. - Déjà! La seconde, beaucoup plus importante selon les idées du Vice-Président américain, permettrait de fournir des dollars aux pays fournisseurs de matières brutes, lesquelles devises autoriseraient ces nations à l'achat massif de produits et denrées fabriquées aux États-Unis. Le commerçant - comme toujours chez M. Wallace - l'emportait sur le politique et le stratège.

Dans les premiers jours d'août 1946, M. Truman signe une loi créant un office d'accumulation des matières stratégiques - *Strategic materials stockpiling board* - qui fait passer les considérations économiques et financières de Monsieur Wallace au second plan, en donnant une priorité incontestable et incontestée aux besoins et conceptions militaires. Il est formellement stipulé que les réserves de matières premières seront exclusivement pour la guerre, et ne pourront être utilisées qu'en cas de nécessités nationales. Cette loi est claire et nette: elle refuse catégoriquement l'emploi de ces réserves au secteur civil, même en période de pénurie catastrophique, celle-ci devant elle-même menacer de mort des millions d'humains. Ces réserves, en aucun cas, ne seront plus jamais disponibles pour l'économie de paix.

M. Truman a longuement commenté, à l'époque, la portée inouïe de cet acte. Il a insisté en déclarant «*qu'il avait signé cette loi pour donner au Gouvernement carte blanche pour l'accumulation de réserves stratégiques*». C'était clairement définir que «*les considérations commerciales devaient s'incliner entièrement devant les nécessités de la défense nationale*». M. Wallace était battu en brèche.

M. Kenneth C. Royall, sous-secrétaire d'État à la Guerre, renchérit dans un discours prononcé le 16 septembre dans la Caroline du Nord. «*Il serait nécessaire, dit-il, de conserver les usines de munitions et de constituer des stocks de Matériel de Guerre*», et pose l'insidieuse et angoissante question: «*Sommes engagés dans une course aux armements qui s'accéléra sans cesse?*». La priorité des fournitures de guerre domine les besoins commerciaux, consacrant la faillite des conceptions économiques de M. Wallace.

Là-dessus M. Byrnes accentue l'offensive contre les commerçants pacifiques américains par son discours - bombe de Stuttgart, où il offre carrément une entière indépendance politique et économique aux magnats allemands, si ces derniers mettent à la disposition des bellicistes yankees, avec le potentiel industriel, la Wehrmacht ressuscitée à cette occasion. C'est que M. Byrnes ne s'embarrasse pas d'idéologie nuageuse et émasculatrice. Contrairement à Mr. Wallace, il sait la guerre proche et inévitable avec l'U.R.S.S. Il sait de plus, que toute puissante que soit l'Amérique du Nord, elle risque d'être vaincue, si elle est seule, d'où son alliance intime avec la Grande-Bretagne. Le voyage de Montgomery aux États-Unis, la continuation d'un état-major unique des deux pays et l'appui sans réserve de la politique extérieure réactionnaire des «*socialistes*» gouvernementaux anglais. D'où, enchaînement logique, la main tendue aux créateurs du nazisme et les protestations d'amitié au peuple allemand.

M. Wallace reflétant l'opinion tacite d'un grand nombre de commerçants, d'industriels, de financiers américains, s'appuyant sur les désirs certains, indéniables, de paix des «*vétérans*» et du peuple U.S.A. s'insurge violemment contre la course inévitable des événements catastrophiques dont l'élan est donné par les trois

politiciens nommés. Il est certain qu'une entente commerciale est facilement réalisable entre les productions américaine et russe et cette conviction est partagée par de puissants groupes financiers yankees privés, avec qui l'U.R.S.S. est en pourparlers par l'octroi des gros crédits.

C'est que le monde militaire américain est hanté par la crainte d'une attaque soudaine dans le genre de Pearl-Harbour. M. Royall s'en fait l'écho en voulant posséder tous les éléments *«d'une prompte faculté de nous défendre nous-mêmes»* et d'en prévoir l'éventualité par la constitution de ses stocks, objets de la convoitise commerciale de M. Wallace. Les militaires craignent qu'une attaque aérienne brusquée de l'U.R.S.S. ne détruise, par l'emploi de bombes atomiques, en UNE NUIT, les centres névralgiques dont l'usine atomique d'Oack-Ridge. dans le Tennessee, et dont la destruction signifierait la perte de la guerre pour les États-Unis. Aussi M. Baruch, délégué à la *Commission par l'Énergie Atomique de l'O.N.U.* demande-t-il, dans un rapport en date du 7 septembre, la construction d'une nouvelle usine atomique dont le prix d'établissement reviendrait à 3 milliards de francs!

Dans son enquête sur la guerre future, le journal *«Le Pays»* révèle que les crédits mis à la disposition de l'*Institut des recherches scientifiques de l'ARMÉE* s'élèvent à 93.600 millions de francs! Voici quelques mois, une loi fut votée aux États-Unis pour l'entretien des usines de guerre actuellement fermées: le crédit alloué doit dépasser, nous citons de mémoire, 340 milliards de francs par AN! La capacité de production des usines est maintenant à un niveau très élevé, comme nous l'avons vu notamment pour le caoutchouc synthétique, qui restera à 800.0000 tonnes annuelles contre une production réelle de 250.000 tonnes.

Quittant les sphères matérielles, la guerre est entrée dans le domaine préparatoire psychologique. Le général Eisenhower débute dans la *«guerre des nerfs»* par un discours prononcé le 3 septembre à Boston où il menace explicitement: *«Lorsque nous pensons que la courtoisie va rencontrer la violence et la générosité, l'arrogance, la PATIENCE S'AMENUISE»*. M. Royall surenchère: *«Nous ne devons pas désarmer, qu'il s'agisse d'hommes ou de matériel, avant que toutes les autres nations désarment aussi... une Amérique faible serait une invitation à la GUERRE D'AGRESSION»*.

Dans cette lutte psychologique préparant les esprits à l'idée d'une guerre que rien ne peut écarter, notre pays a son rôle à jouer qui est gros de conséquences pour lui. M. Royall a souligné la *«...nécessité de maintenir des forces militaires et des BASES adéquates...»*. Or des pourparlers ont lieu en ce moment pour l'utilisation des 3 postes de radio d'Alger par les services du *Département d'État Américain*. Ces postes serviraient de RELAIS des émissions d'U.S.A. à destination des pays de l'Europe centrale et balkanique, pratiquement inaccessibles aux postes nationaux américains. Ces pays étant sous contrôle soviétique, on réalise aisément l'immense danger qui en découle pour la France. L'aventure où l'on engage notre pays ne peut être évitée que par une neutralité absolue qui suppose l'éviction de notre capitalisme par l'insurrection.

MONDIUS.
